Réforme en profondeur de la Direction générale des Collectivités territoriales : Réforme de la DGCT pour renforcer la gouvernance locale au Mali

MALI

1779

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 29 MAI 2025

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Le Forum de Bamako

25 ans d'engagement pour l'Afrique

Le Forum de Bamako célèbre cette année sa 25e édition, un événement marquant qui symbolise un quart de siècle d'engagement, de réflexion et de partage au service du Mali et de l'Afrique. Depuis sa création, le Forum de Bamako s'est imposé comme un espace incontournable de dialogue et de débat, réunissant des personnalités de divers horizons pour échanger sur des sujets cruciaux pour le développement et l'avenir du continent.





... PM avec le Directeur du bureau régional de l'UNHCR : Une stratégie axée sur les populations d'accueil



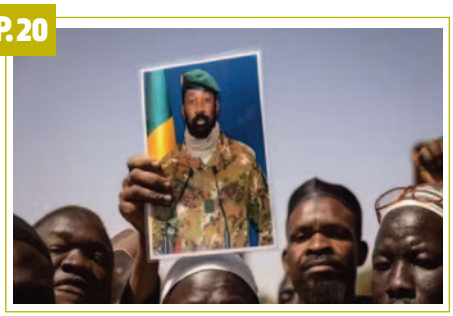
Le Conseil national de Transition (CNT) : Validation de la création de deux nouvelles universités


Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU
TERRORISME
AU MALI

Sommaire «







Une /

Le Forum de Bamako : 25 ans d'engagement pour l'Afrique **P.4**

Brèves /

Justice Internationale : Le Mali envisage sérieusement de se retirer de la CPI **P.9**
MALI DIGITAL AWARDS : Le PM Maiga la cérémonie d'ouverture de la 5e édition **P.9**
Le Conseil national de Transition (CNT) : Validation de la création de deux nouvelles universités **P.10**
Huitième Session du Comité de Supervision de l'ITIE-Mali : Bilan et Perspectives10 **P.10**
Audience du PM avec le Directeur du bureau régional de l'UNHCR : Une stratégie axée sur les populations d'accueil **P.11**

Actualité /

Keleya : Le président de la transition offre deux nouveaux forages à la population **P.13**
En visite à Kidal : Le Général Sadio Camara brise les tabous ! **P.14**

Politique /

Non monsieur le ministre, mme Bouaré Fily Sissoko a plus besoin de justice que tempérance. tout comme les autres. **P.17**
Mali: La renaissance politique **P.20**
Réforme en profondeur de la Direction générale des Collectivités territoriales : Réforme de la DGCT pour renforcer la gouvernance locale au Mali **P.22**

Culture & société /

Musique : Salif Keita rafle un Disque d'Or et un Double Disque de Diamant pour "Yamoré" **P.25**

International /

Le Dialogue National au Sénégal : Un Enjeu Crucial pour l'Avenir Politique **P.26**
USA : Elon Musk critique le projet de loi de dépenses massives de Trump **P.27**

Sport /

COUPE CORPO 2025 : Victoire éclatante de l'INPS face à PEM DODO MALI **P.28**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

Le Forum de Bamako 25 ans d'engagement pour l'Afrique

Le Forum de Bamako célèbre cette année sa 25e édition, un événement marquant qui symbolise un quart de siècle d'engagement, de réflexion et de partage au service du Mali et de l'Afrique. Depuis sa création, le Forum de Bamako s'est imposé comme un espace incontournable de dialogue et de débat, réunissant des personnalités de divers horizons pour échanger sur des sujets cruciaux pour le développement et l'avenir du continent.

Des centaines de personnalités venues de tous les horizons vont débattre pendant 3 jours du thème de cette année : "L'Afrique au cœur de la géopolitique et de la géostratégie..."

Un message important d'Abdoullah Coulibaly était de souligner que le Forum de Bamako n'est ni un espace politique, ni une opposition aux autorités. Au contraire, il se veut être une plateforme de contribution intellectuelle aux actions de développement de l'Afrique menées par nos autorités.

Au fil des années, de nombreux thèmes ont été abordés lors des différentes éditions du Forum, reflétant la diversité des enjeux auxquels l'Afrique est confrontée. De la réhabilitation du capital humain à la question de la paix et de la sécurité en passant par les défis de la gouvernance locale, les participants ont eu l'occasion d'explorer des sujets essentiels et de proposer des pistes de réflexion novatrices pour relever ces défis.

L'édition de cette année, placée sous le thème de la Culture comme facteur de paix, de sécurité et de développement, résonne particulièrement avec l'actualité. En effet, le Chef de l'État du Mali a récemment proclamé l'année 2025 comme "Année de la Culture", soulignant ainsi l'importance de cet aspect dans la construction d'une société harmonieuse et prospère.

Le Forum de Bamako s'inscrit dans une démarche d'utilité publique, visant à apporter des réponses concrètes aux défis auxquels sont confrontés les pays africains. En rassemblant intellectuels, étudiants, acteurs politiques, religieux et membres de la société civile, le Forum favorise un dialogue constructif et inclusif pour construire ensemble un avenir meilleur pour le Mali et l'Afrique dans son ensemble.

Ainsi, en cette 25e édition du Forum de Bamako, c'est tout un héritage de réflexion et d'engagement pour le développement durable qui est célébré, dans un esprit de continuité et d'ouverture vers l'avenir. Le Mali pluriel, représenté par ses différentes composantes, se retrouve une fois de plus pour contribuer à la construction d'une société plus juste, plus solidaire et plus prospère pour tous. Le contexte dans lequel se tient le Forum de Bamako cette





année est particulier et marqué par de nombreux défis et bouleversements à l'échelle mondiale. Les propos exprimés mettent en lumière des préoccupations profondes liées à des évolutions inquiétantes dans divers domaines.Dans le domaine des relations internationales : L'érosion de l'ordre établi

Autrefois fondées sur des valeurs d'ouverture et de diversité, certaines grandes nations se retrouvent aujourd'hui à ériger des barrières et à adopter des politiques restrictives envers les populations étrangères. Cette évolution remet en question le rêve d'un monde où les différences ethniques et raciales seraient acceptées et célébrées.

Sur le plan économique, des actions contraires aux principes traditionnels perturbent l'ordre mondial établi, tandis que le monde intellectuel et culturel est également impacté par ces mouvements tectoniques. Cette situation globale engendre de l'incertitude et de l'agitation, avec des conséquences potentiellement néfastes pour les nations les plus vulnérables, dont les aides au développement se réduisent.

Par ailleurs, des conflits et tensions ressurgissent dans des régions où l'on pensait que les leçons du passé avaient été retenues, avec des manifestations d'extrémismes politiques et religieux, ainsi que des formes de discrimination telles que l'islamophobie et l'antisémitisme. Ces phénomènes témoignent d'une remise en question des valeurs fondamentales de tolérance et de respect de la différence.

En ce qui concerne l'Afrique, le Président Abdoullah met en lumière les défis auxquels le continent est confronté, notamment en termes de migrations, de conflits persistants et d'extrémisme religieux. Il est fait mention de l'initiative de l'Alliance des États du Sahel pour lutter contre ces fléaux et promouvoir un développement harmonieux dans la région.

Le thème de la 25e session du Forum de Bamako, "L'Afrique au cœur des enjeux géopolitiques et géostratégiques : Défis, enjeux, opportunités et perspectives", souligne l'importance de réfléchir aux défis actuels et futurs auxquels le continent est confronté, et de proposer des solutions innovantes pour un avenir meilleur.

Dans son discours, le président de la Fondation Forum de Bamako invite à la réflexion et à l'action pour construire un monde plus juste, inclusif et solidaire, où chacun, y compris l'Afrique, peut trouver sa place et contribuer à un avenir commun, plus harmonieux et prospère. Les paroles exprimées sont empreintes de compassion et de solidarité envers le peuple des femmes et des enfants de Gaza, qui traversent des moments difficiles. Reconnaître l'importance de penser aux autres et de cultiver un sentiment d'empathie envers nos semblables est essentiel pour construire un monde plus juste et harmonieux.

À sa suite et avant le discours d'ouverture par le Vice-Président du CNT, le Professeur Alioune Sall a planté le décor avec un exposé historique sur les 25 ans du Forum de Bamako.

Yacouba Ongoiba



Kati 24

Notre or sera raffiné ici au Mali par une société détenue à 62 % de l'Etat. 200 tonnes seront raffinés par an.
#Redac #Kati24

ORTM2

Le Conseil économique, social, environnemental et culturel tiendra du 2 au 16 juin 2025, la 8e session ordinaire de sa 6e mandature. Elle sera essentiellement consacrée à la : « finalisation et à l'adoption du rapport annuel 2025 des attentes, des besoins et des problèmes de la Société ». La cérémonie solennelle d'ouverture est prévue pour le lundi 2 juin, au siège du CESEC sis à Koulouba, sous la présidence de monsieur Yacouba KATILE, Président de l'Institution. Elle enregistrera également la présence du Premier ministre, Chef du Gouvernement, ainsi qu'un nombre important d'Invités de marque.



Malick Konate



Selon mon voisin, fin observateur des absurdités nationales : après la fuite des sujets du DEF, puis celle du BAC, voici maintenant... la fuite de la Tabaski !
Oui, à Gayma, ce pays imaginaire mais trop ressemblant, même les dates sacrées prennent la poudre d'escampette. On annonce une fête, puis on se ravise, comme si le calendrier était un brouillon d'État. À ce rythme, même le lever du soleil devra bientôt attendre un communiqué du Conseil des ministres.
Gayma, ce pays où tout fuit sauf la responsabilité.
Ce qu'ils ne disent pas, c'est que le chef de Nioro du Sahel a annoncé qu'il fêterait la Tabaski vendredi. Et visiblement, dans la République des demi-mots, cela suffit à semer la panique dans les agendas officiels.
Bon, moi, je vais relire Le Carnet de Sabu. Ça fait du bien. Ça soulage. Et surtout, ça dit tout haut ce que beaucoup murmurent tout bas.
On a dissous la tabaski du samedi 7 juin jusqu'à nouvel ordre, épicetout.
#Bèki_Takè

Ministère des Mines du Mali ·

Golden Days 2025 : CONCILIER, EN TOUTE RESPONSABILITE, LES ACTIVITES EXTRACTIVES ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE.
Le Ministre des Mines, le Pr Amadou KEITA, a présidé, le 23 mai au CICB, la 6ème édition des Golden Days, en présence de son homologue de l'Energie et de l'Eau, M. Boubacar DIANE. Cet événement annuel regroupe les représentants de l'Etat, les sociétés minières, les décideurs, la société civile ainsi que les collectivités.
Les Golden Days sont une initiative qui vise à valoriser les jeunes entrepreneurs africains et à promouvoir l'entrepreneuriat, le leadership et l'innovation. L'objectif est de contribuer à renforcer la gouvernance du secteur extractif, promouvoir un contenu local structurant, et accélérer la transition énergétique. Le Burkina Faso est l'invité de marque de cette édition.
Pour le ministre des mines, Amadou Keïta «l'action publique se veut l'héritière des recommandations formulées par le peuple malien lors des assises nationales de la refondation». Il ajoute que «pour ce qui concerne le secteur des mines, la formule consacrée et célèbre maintenant, que l'or brille pour tous les Maliens résume les aspirations du Mali et déclinait une feuille de route claire».
Il précise que « C'est fort de ces fondements que l'Etat œuvre à bâtir un secteur minier dynamique résolument moderne et totalement intégré à l'économie nationale », a dit le Ministre.
Le thème de cette édition 2025 : « Une gouvernance responsable pour un développement local durable » met en perspective l'urgence de concilier, en toute responsabilité, les activités extractives et le développement durable. Il met surtout en avant la nécessité d'une gouvernance partagée, à toutes les échelles, du national au niveau local.
« Notre pays n'a pas été épargné par une certaine presse sur les choix stratégiques opérés pour tirer les bénéfices exclusifs dus au peuple malien au titre de l'exploitation minière. A celle-ci, je voudrais simplement réaffirmer la ligne de notre Gouvernement qui entend défendre les intérêts de son peuple en toute responsabilité. Cette posture lui vaut d'être de bon commerce avec ses partenaires nationaux et étrangers sur la base du respect de la législation malienne. Cette posture lui demande aussi de veiller à un environnement sûr

et propice aux investissement », a dit le Ministre KEITA.
Il a rappelé que la création de la brigade spéciale des Mines, ainsi que celle future d'une direction du cadastre, participe de notre volonté de créer un cadre d'investissement sécurisé mais aussi de lutter avec détermination contre toutes formes d'infractions à la réglementation en vigueur.
Ccom/M. Mines



Mama anane



Je dis bien c'est le phyton qui pique aider moi à remercier l'international malien Thiemoko Diarra pour le maillot vive le Mali et vive les aigles du Mali



Mamadou Sanogo



#FlashInfo :l Le Candidat du Mali , le Mauritanien Sidi Ould Tah est élu, nouveau président de la Banque #BAD
Félicitation

Maliba82

Ecole d'Etat-major des Forces de Sécurité du Mali (EEMFS):
Les stagiaires de la 2ème promotion en immersion à la DGGN.
Les 34 officiers stagiaires de l'Ecole d'Etat-major des Forces de Sécurité du Mali et leur encadrement, ont été reçus ce mercredi 28 mai 2025 à la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale, dans le cadre de la visite pédagogique instituée au programme de l'Ecole.
Ils sont au total 34 stagiaires dont neuf personnels féminins. Parmi lesquels, deux Nigériens et deux Burkinabés.
Face au Directeur Général de la Gendarmerie Nationale, le Général de Brigade Moussa Toumani KONE et son équipe, les visiteurs ont eu droit à une présentation sommaire sur le rôle, la structuration opérationnelle et les spécificités de la Gendarmerie nationale. Et c'était par les soins du Chef de Cabinet, le Lieutenant-Colonel Ibrahim Minkaïlou MAÏGA.



Mamadou Sanogo



#FlashInfo :l Le Candidat du Mali , le Mauritanien Sidi Ould Tah est élu, nouveau président de la Banque #BAD
Félicitation

Bacary Camara



Vie du monde paysan
Maintenir Bakary Togola en prison n'est-il pas un véritable « gâchis » pour le monde paysan?
A cause de son expérience inégalée dans ce secteur, ses connaissances exceptionnelles dans la culture du coton, ainsi que la grande et indéniable empathie populaire dont il continue de bénéficier auprès du monde paysan. Nous ne commenterons pas les décisions de jus-

tice portées à son encontre, mais la situation chaotique à la CMDT(un « bras nourricier » de notre économie) qui se dessine sous nos yeux étonnés et impuissants mérite amplement que l'on réfléchisse à nouveau sur le sort de ce paysan-modèle. Par et delà les déboires judiciaires qui l'ont envoyé en prison, il a été aussi victime d'une odieuse campagne d'intoxication et de manipulation de certains médias, une cabale orchestrée par certains cadres hauts placés de la CMDT. Nous ne citerons pas de noms tout au moins pour le moment.
Je ne suis pas un spécialiste du monde paysan , mais tout le monde en convient que la CMDT n'a jamais été autant menacée dans son existence que durant ces trois dernières années. On a comme la triste impression que les remèdes apportés deviennent pires que les maux dont souffre cette grande société extraordinairement vitale pour l'économie de notre pays à cause de ses énormes recettes d'exportation qu'elle apporte au trésor public. Les jeux de chaises musicales ou changements de cadres chevronnées et expérimentés n'ont quasiment pas apporté la baguette magique, comme l'espéraient les plus hautes autorités du pays. Le départ insolite de l'ex-PDG après 9 mois seulement de bail est assez révélateur du malaise profond auquel cette société fait face depuis de nombreuses années. Peut-on croire enfin que l'on a trouvé la nouvelle panacée à tous ses maux, avec l'arrivée presque à la sauvette de ce nouveau PDG, un chercheur pétri d'expériences et de connaissances agronomiques ?Nous y reviendrons..
B.CAMARA, Phénix



Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile Guinée

MSPC : Cérémonie d'innauguration du centre de formation et de perfectionnement en informatique du ministère de la sécurité et de la protection civile
Ce mercredi 28 mai 2025, Monsieur le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général Bachir DIALLO, accompagné de son homologue du Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie Numérique, a présidé la cérémonie d'inauguration du tout nouveau Centre de Formation et de Perfectionnement en Informatique du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile.
La cérémonie a réuni plusieurs autorités administratives ainsi que des représentants des forces de défense et de sécurité.
Dans son allocution, Madame la Ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie Numérique, Rose Pola PRICEMOU, a souligné l'importance cruciale de l'informatique au sein des forces de police, mettant en avant le rôle stratégique des technologies numériques dans la modernisation des services de sécurité.
De son côté, le Général Bachir DIALLO est revenu sur les nombreux défis liés à la cybercriminalité, une menace croissante pour la sécurité nationale. Il a exhorté les agents à se former et à maîtriser les outils numériques pour mieux prévenir et combattre ces nouvelles formes de délinquance.
Après la traditionnelle coupure du ruban inaugural, les deux ministres ont officiellement lancé la première session de formation, consacrée à l'initiation des agents de police à l'utilisation des outils informatiques.
Cette initiative s'inscrit pleinement dans la dynamique de modernisation et de renforcement des capacités des forces de sécurité, en vue d'améliorer leur efficacité face aux enjeux numériques contemporains.
Service Communication / Relations Publiques



Abonnez vous à votre journal numérique
Malikilé
pour recevoir les dernières informations
Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Justice Internationale : Le Mali envisage sérieusement de se retirer de la CPI



Une décision qui prend de l'ampleur suite aux critiques de plus en plus virulentes, notamment celles émises par le professeur P. L. O. Lumumba, éminent avocat kényan et figure du panafricanisme. Selon lui, la CPI est devenue un outil des puissances occidentales pour juger les Africains et les dirigeants africains, ce qui soulève des questions sur la partialité de cette institution.

Créée en 2002 pour juger les crimes les plus graves, la CPI est fortement critiquée pour son apparente focalisation excessive sur les pays africains, laissant de côté les actes répréhensibles commis par des puissances occidentales. Les autorités maliennes ont d'ailleurs saisi le Conseil de sécurité de l'ONU contre la France et l'Ukraine pour leur implication supposée dans des événements au Mali.

Face à ces critiques, le professeur Lumumba préconise le renforcement de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples ainsi que la création d'une Union africaine forte et autonome, afin de mettre fin à la dépendance des institutions africaines envers les financements occidentaux. Il souligne l'importance pour les Africains de ne pas tolérer l'impunité et de refuser les institutions postcoloniales et néocoloniales qui les humilient.

Au Mali, la question du maintien de l'État en tant que partie au Statut de Rome de la CPI se pose avec insistance. Des experts estiment que le pays aurait beaucoup à gagner en se retirant de la CPI, notamment en renforçant le dialogue intra-africain sur la justice internationale, en affirmant sa souveraineté nationale face aux ingérences extérieures et en ayant la possibilité de juger localement les crimes commis sur son territoire, sans pressions politiques.

De nombreux pays, tels que le Burundi, la Gambie, l'Afrique du Sud et récemment la Hongrie, ont déjà pris la décision de se retirer de la CPI, dénonçant une institution politiquement partiale. Afin de regagner sa légitimité, la CPI devra repenser en profondeur son fonctionnement, au-delà de la simple diversification de ses enquêtes.

La déclaration du professeur Lumumba met en avant l'importance d'une Afrique unie, forte et possédant ses propres instruments judiciaires pour garantir une justice véritable, équilibrée et respectueuse de sa souveraineté. Cette affirmation souligne le besoin pour les pays africains de prendre en main leur propre destinée en matière de justice, plutôt que de dépendre d'institutions internationales.

Le débat sur le retrait du Mali de la Cour pénale internationale (CPI) s'inscrit dans cette perspective, en tant que démarche vers la mise en place d'une justice africaine authentique et indépendante de toute forme de tutelle extérieure. Ce mouvement s'inscrit dans une volonté de renforcer la souveraineté des nations africaines et de promouvoir une approche de la justice qui soit en adéquation avec les réalités et les spécificités du continent.

Arouna Sidibé

Le Conseil national de Transition (CNT) : Validation de la création de deux nouvelles universités



Le Conseil national de Transition (CNT) du Mali a pris une décision majeure ce matin en approuvant la création de deux nouvelles universités. Cette mesure vise à améliorer l'avenir de l'enseignement supérieur dans le pays.

Tout d'abord, le CNT a ratifié l'ordonnance n°2025-003/PT-RM du 17 février 2025, établissant l'Université Polytechnique de Bandiagara. Ce projet de loi a bénéficié d'un large soutien avec 118 voix pour, aucun vote contre et une seule abstention.

Ensuite, le Conseil a également donné son aval au projet de loi instaurant l'Université de Kayes, avec un soutien massif de 119 voix pour, aucun vote contre et une seule abstention.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le Pr Bouréma KANSAYE, a pris la parole lors de la séance pour saluer l'adoption de ces textes. Il a souligné l'importance de ces initiatives dans le renforcement de l'accès à l'enseignement supérieur à travers tout le pays.

Cette décision du CNT marque une avancée significative dans le développement de l'éducation supérieure au Mali. L'ouverture de ces deux nouvelles universités permettra d'offrir plus d'opportunités d'études supérieures aux étudiants maliens et de renforcer le système éducatif du pays dans son ensemble.

Fatou Sissoko

MALI DIGITAL AWARDS : Le PM Maiga la cérémonie d'ouverture de la 5è édition



Le premier ministre, le général de division abdoulaye maïga, a présidé ce jeudi 29 mai 2025 la cérémonie d'ouverture de la 5 édition des mali digital awards (MDA), placée sous le thème : « transformation digitale et industrialisation inclusive : le pari de l'afrique ».
La coordinatrice des Mali Digital Awards, Ada Ouologuem, a présenté les motivations de cette initiative, qui constitue un levier de développement économique, d'autonomisation des jeunes et favorise l'insertion professionnelle dans un monde en perpétuel changement. Les MDA est un cadre de reconnaissance pour les Maliens engagés, dont l'implication a contribué au développement du numérique dans le pays.
Pendant trois jours, des conférences, ateliers et débats aborderont notamment le financement des entreprises numériques, l'intégration des jeunes femmes dans le secteur du numérique, l'intelligence artificielle appliquée aux soins de santé, ainsi que la cybersécurité et le développement web.
Dans son discours, le Premier ministre a rappelé que le numérique, plus qu'un simple secteur d'activité, représente aujourd'hui un véritable levier de transformation, d'inclusion et de souveraineté pour notre pays. C'est pourquoi le Général d'Armée Assimi Goïta, Président de la Transition, Chef de l'État, a fait du numérique une priorité en lançant, le 19 juillet 2024, la digitalisation des moyens de paiement de l'État, à la suite de sa déclaration du 22 juin 2024 à Sikasso, où il a affirmé que la digitalisation de l'Administration publique constitue un vecteur essentiel de développement et de modernisation des services publics.
Le Chef du gouvernement a salué cette initiative, affirmant qu'elle envoie un signal fort à la jeunesse malienne, à notre diaspora et au monde entier : le Mali est debout, tourné vers l'avenir et prêt à jouer pleinement sa partition dans l'Afrique digitale.
Le Premier ministre a enfin invité les initiateurs à faire preuve d'audace et à transformer leurs idées en solutions concrètes au service du développement. « À cet effet, nous continuerons à investir dans l'infrastructure numérique, à soutenir les écosystèmes d'innovation, à renforcer les compétences digitales des jeunes et à contribuer à la simplification de l'environnement des affaires pour les start-up et les entrepreneurs technologiques », a-t-il conclu.
Le Premier ministre et le ministre de la Communication, de l'économie numérique et de la Modernisation de l'Administration ont reçu des distinctions pour leur engagement, en faveur du Digital au Mali.

CCRP

Audience du PM avec le Directeur du bureau régional de l'UNHCR : Une stratégie axée sur les populations d'accueil



Le Premier ministre du Mali, le Général de Division Abdoulaye Maïga, a reçu en audience le Directeur du Bureau régional du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Abdouraouf Gnon-Kondé, lors d'une rencontre qui s'est tenue le mercredi 28 mai 2025 à Bamako. Cette rencontre intervient dans un contexte où le Mali compte plus de 220 000 réfugiés, principalement en provenance de la sous-région.
Lors de cette audience, le Directeur du Bureau régional, Abdouraouf Gnon-Kondé, a souligné que les réfugiés au Mali sont accueillis au sein des communautés locales plutôt que dans des camps. Il a exprimé le besoin d'échanger avec le Chef du gouvernement sur l'assistance devant être apportée aux populations d'accueil du Mali, à travers la Commission nationale chargée des réfugiés. Il a notamment évoqué des opportunités de financement de 100 millions de dollars (soit environ 57 932 910 000 FCFA) provenant de la Banque mondiale, destinées aux réfugiés et aux communautés d'accueil.
Abdouraouf Gnon-Kondé a salué les progrès en matière de sécurité au Mali et a recommandé le renforcement de solutions durables pour la gestion des réfugiés. Il a souligné que le Mali se distingue positivement par rapport à d'autres pays de la sous-région. Il a également félicité le Premier ministre pour l'élaboration des documents stratégiques de la vision "Mali Kura taasira Ka B n San 2063 Ma" et de la Stratégie Nationale pour l'Émergence et le Développement Durable (SNEDD 2024-2033), qu'il considère comme des réponses globales aux préoccupations des partenaires.
En réponse, le Premier ministre s'est félicité de l'approche du Directeur du Bureau régional, qui vient appuyer les politiques de développement du Mali et soutenir les autorités de la Transition dans la prise en charge des réfugiés. Cette rencontre témoigne de l'importance accordée par le gouvernement malien à la question des réfugiés et des populations d'accueil, ainsi que de l'engagement de toutes les parties prenantes à trouver des solutions durables et inclusives pour répondre à ces défis humanitaires et de développement.
Cette audience entre le Premier ministre et le Directeur du Bureau régional de l'UNHCR illustre la volonté commune de travailler ensemble pour améliorer la situation des réfugiés au Mali et renforcer l'assistance aux populations d'accueil, dans un souci de solidarité et de coopération internationale.

Mohamed N'Diaye

Huitième Session du Comité de Supervision de l'ITIE-Mali : Bilan et Perspectives

Le jeudi 29 mai 2025, le Premier ministre du Mali, le Général de Division Abdoulaye Maïga, a présidé la huitième session du Comité de supervision de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives au Mali (ITIE-MALI). Cette réunion avait pour objectif d'évaluer l'état de mise en œuvre des recommandations précédentes et d'analyser les perspectives futures pour le Secrétariat permanent et le Ministère des Mines en vue de l'année 2025.

Suite à la septième session du Comité de supervision qui s'est déroulée le 11 avril 2024, huit recommandations ont été formulées. Trois ont été complètement mises en œuvre, trois sont en cours de réalisation, tandis que deux n'ont pas encore été implémentées.

Le Mali a réalisé des progrès significatifs dans la mise en œuvre de l'ITIE-MALI, notamment à travers la production de rapports, le bon fonctionnement des organes, les réformes institutionnelles, les activités de dissémination et la mise en place de mesures correctives. En juillet 2024, le Mali a été validé avec un score de 67 sur 100 points lors de l'évaluation ciblée, ce qui a été qualifié de bon par le ministre des Mines et du Pétrole, Amadou Keïta, Président du comité de pilotage de l'ITIE-Mali.

Des avancées notables ont été enregistrées, telles que l'amélioration de la divulgation des licences et contrats miniers, la gestion du cadastre minier, l'intégration des données du secteur artisanal dans l'ITIE, le renouvellement et l'inclusivité du Collège de la Société Civile, ainsi que l'élaboration d'un plan de travail pluriannuel axé sur des priorités stratégiques.

Le secteur minier occupe une place prépondérante dans l'économie malienne, représentant 82 % des recettes d'exportation, 21 % des recettes fiscales de l'État et contribuant à hauteur de 10 % au PIB. En 2023, ce secteur a généré environ 600 milliards de francs CFA pour l'économie nationale, soulignant son importance pour le développement du pays.

Le gouvernement a pris des mesures pour renforcer la contribution du secteur minier, en témoigne la subvention exceptionnelle de 50 millions de francs CFA débloquée au dernier trimestre 2024 pour soutenir les activités de l'ITIE. Lors de la réunion, les membres du gouvernement ont échangé sur l'état de mise en œuvre de l'ITIE au Mali, mettant en avant l'importance de la transparence dans les industries extractives pour assurer un développement durable et équitable du pays.

Cette huitième session du Comité de supervision de l'ITIE-Mali témoigne de l'engagement du Mali à promouvoir la transparence et la bonne gouvernance dans le secteur des industries extractives, tout en soulignant la nécessité de poursuivre les efforts pour consolider les acquis et relever les défis à venir.

Mohamed N'Diaye



INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE

DIRECTION GENERALE
SERVICE DES RELATIONS PUBLIQUES

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

La Direction Générale de l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens qu'elle procédera à l'arrêt définitif des paiements des pensions de l'année 2024, le mercredi 30 avril 2025.

Pour ceux qui n'ont pas encore touché leurs pensions et rentes: ils peuvent se présenter dans les lieux habituels de paiement. Passé ce délai, les montants seront reversés à la partie ivoirienne.
La Direction des relations extérieures sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 10 mars 2025
La Direction

© SRP INPS 2025

Keleya : Le président de la transition offre deux nouveaux forages à la population

Le conseiller spécial du président de la transition, m. Aguibou dembélé, a procédé ce mercredi 28 mai 2025 à l'inauguration de deux nouveaux forages dans la commune rurale de keleya, située dans la région de bougouni. Il était à la tête d'une importante délégation composée de deux chargés de mission de la présidence, d'un représentant de la direction administrative et financières de la présidence, ainsi que d'un représentant de la direction nationale de l'hydraulique.

Ces infrastructures hydrauliques, les 438e et 439e forages réalisés dans le cadre des œuvres sociales du Président de la Transition, ont été respectivement implantées dans les villages de Bassa et de Sagala, pour répondre aux besoins urgents en eau potable des populations locales.

Lors de la cérémonie à Bassa, M. Seydou BAGAYOGO, porte-parole du chef de village, a exprimé sa gratitude au nom de toute la commune de Keleya. « Nous sommes heureux de cette initiative du Président de la Transition, qui vient soulager nos populations, surtout nos femmes et nos enfants. Cette eau est vitale pour nous », a-t-il ajouté.

Mme Mama BAGAYOGO, représentante des femmes de Bassa, a également pris la parole pour saluer ce geste salutaire : « C'est une grande première pour nous. Nous remercions le Président pour ce geste. Nous prions pour lui et pour toutes les autorités de la Transition. Nous comptons sur Assimi GOÏTA et son gouvernement pour poursuivre leur mission. Que Dieu les accompagne dans ce noble combat ».

À Sagala, l'émotion était également palpable. Mme Maïmouna COULIBALY, porte-parole des femmes du village, et M. Salomane SINAYOGO, imam et porte-parole du Chef du village, ont tous deux exprimé leur reconnaissance pour



cette action du Général d'armée Assimi GOÏTA, qui améliore concrètement le quotidien des habitants.

Le maire de la Commune de Keleya, composée de 23 villages, M. Dramane BAGAYOKO, a pour sa part déclaré : « Je remercie le Président Assimi, car l'eau, c'est la vie. L'arrivée de l'eau potable dans ma circonscription est une chance et une bénédiction. Je suis un maire comblé, car en une journée je viens d'inaugurer deux forages dans deux villages distincts. Nous saluons cet engagement du Chef de l'État».

Pour sa part, M. Aguibou DEMBÉLÉ, Chargé des Œuvres sociales du Président de la Transition, a rappelé que le Chef de l'État a instauré ces œuvres pour venir en aide aux plus démunis, en consacrant deux tiers de son fonds de souveraineté à la population.

« Pour le Président de la Transition, le premier médicament, c'est l'eau. C'est pourquoi la majorité de nos forages se trouvent dans les hôpitaux et dans les écoles. À l'école, car les bâtisseurs du Mali Kura, ce sont les enfants. Aussi, nous offrons ces forages à ceux qui en ont le plus besoin », a souligné le Conseiller spécial du Président de la Transition.

Ces inaugurations interviennent moins de 24 heures après celle du forage du village de Tinkélé, dans la Commune rurale de Ouélésse-bougou, toujours dans la région de Bougouni. Ce rythme soutenu témoigne de la volonté du Président de la Transition de rapprocher les services sociaux de base des populations rurales, conformément à ses engagements.

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI

En visite à Kidal : Le Général Sadio Camara brise les tabous



Le ministre de la Défense et des Anciens combattants du Mali (MDAC), le Général de Corps d'armée Sadio Camara, a effectué ce vendredi une visite historique à Kidal, dans le nord du pays.

Celle-ci intervient 18 mois après la reprise de cette ville stratégique par les Forces armées maliennes (FAMa), jusque-là occupée par des groupes armés terroristes (GAT) depuis plusieurs années.

Accueilli avec ferveur par les populations massées tout au long d'une grande rue, puis par les soldats stationnés sur place, le ministre de la Défense et des Anciens combattants (MDAC) a tenu à féliciter personnellement les troupes pour leur bravoure et leur détermination. Il s'est longuement entretenu avec les commandants sur le terrain. Le MDAC a ensuite inspecté les dispositifs sécuritaires et s'est adressé à l'ensemble du contingent pour leur transmettre le message de reconnaissance et d'encouragement du gouvernement de transition et du président.

«Votre présence ici n'est pas seulement une victoire militaire, c'est un symbole fort de la souveraineté retrouvée du Mali sur l'ensemble de son territoire», a déclaré Le Général Camara devant les soldats rassemblés dans le camp militaire récemment reconstruit à Kidal. La visite s'inscrivait également dans une volonté affichée des autorités de Bamako de consolider la paix, de restaurer l'autorité de l'État et d'améliorer significativement les conditions de vie et de travail des militaires en opération dans les zones reculées.

Des engagements concrets pour les FAMa

Lors de sa prise de parole, le ministre de la Défense a mis l'accent sur les efforts déployés par le gouvernement malien pour renforcer les capacités opérationnelles des forces armées. Il a rappelé les investissements massifs consentis au cours des deux dernières années dans le domaine de l'équipement militaire, de la logistique, de la formation et du bien-être

des soldats. «Nous ne voulons plus que le soldat malien se batte avec des moyens insuffisants. Nous avons entendu vos doléances et nous avons agi en conséquence», a affirmé le ministre Sadio Camara.

L'illustre visiteur du jour a aussi mis l'accent sur la modernisation des infrastructures militaires, y compris la construction de logements décents, de réfectoires et de points d'approvisionnement en eau potable. Il a insisté sur le fait que la paix et la stabilité durable dans le nord du Mali passent non seulement par une présence militaire renforcée, mais aussi par des conditions de vie dignes pour les hommes et les femmes en uniforme.

«Le moral de la troupe à Kidal est bon», a assuré le Chef d'état-major général des armées, Général de division Oumar Diarra. Il a salué, par ailleurs, la cohésion qui règne entre le politique et le militaire. Il a aussi remercié le ministre pour les promesses tenues par rapport au changement des conditions de vie des militaires. «Si nous sommes à Kidal aujourd'hui, c'est parce que le gouvernement s'est préoccupé de nous. C'est grâce aux efforts du gouvernement que nous avons acquis tous ces équipements qui nous permettent de défendre la souveraineté du territoire».

Rétablissement de l'autorité de l'État et espoir pour la population

La visite du ministre à Kidal marque une nouvelle étape dans le processus de restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national. Longtemps bastion de groupes séparatistes et terroristes, la ville est désormais sous contrôle des FAMa qui ont entrepris de rétablir la sécurité, mais aussi de favoriser le retour progressif des services publics. De l'avis de certains habitants que nous avons approchés, «des discussions doivent être menées avec les représentants locaux pour relancer les activités économiques et faciliter le retour des populations déplacées».

Pour plusieurs habitants de Kidal, le retour des Forces armées maliennes est porteur d'espoir. «Cela fait longtemps que nous n'avons pas vu un ministre venir jusqu'ici. Cette visite montre que les autorités ne nous ont pas oubliés», a déclaré un habitant. La présence militaire est également perçue comme une protection face à la menace constante des groupes armés, dont les attaques ont provoqué des milliers de morts et de déplacés ces dernières années. Le ministre de la Défense a conclu sa visite par un message fort : «Kidal est et restera malienne. Vous, soldats, vous êtes les garants de cette unité. L'État est à vos côtés. Ensemble, nous bâtirons un Mali fort, souverain et indivisible».

Cette visite à Kidal ne devrait pas être perçue comme seulement une opération de communication. Elle s'inscrit dans une dynamique de reconquête territoriale, de réconciliation nationale et de reconstruction. Alors que la situation sécuritaire s'améliore dans plusieurs zones du nord, le geste du ministre témoigne d'une volonté politique claire : faire du retour de l'armée malienne le socle d'une paix durable ! Ce déplacement hautement symbolique a permis surtout de briser les tabous dans une localité considérée comme «forteresse interdite» aux autorités du Mali.

Alhassane H. Maïga; de retour de Kidal
Source : Le Matin



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de **23, 918 MILLIARDS FCFA**

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

Non monsieur le ministre, mme Bouaré Fily Sissoko a plus besoin de justice que tempérance tout comme les autres



Décidément l'affaire dite de l'achat de l'avion présidentiel n'a pas fini ses rebondissements. L'image de Mme Bouaré Fily Sissoko trimballée sur une civière comme une vulgaire criminelle au tribunal la semaine dernière a refroidi même les cœurs les plus durs (rappelons qu'elle est présumée innocente jusqu'à la preuve du contraire, preuve qui n'a pas pu être faite malgré la propagande qui a entouré le premier épisode du procès). Visiblement, l'ancien ministre de la Justice Me Malick Coulibaly est encore plus sous le choc. Dans un post publié au lendemain de ce qui constitue le comble de l'inhumanité, il implore des juges de faire preuve de tempérance pour Mme Bouaré Fily Sissoko. Comme si sa conscience commence à le gronder fortement (dans le dossier, il y a eu mort d'homme, Soumeylou Boubèye Maïga, et si on n'y prend pas garde il y aura mort de femme, sans que les preuves de leur culpabilité ne soient jamais apportées), il fait une sorte de mea culpa, son honneur de Bambara est sauf. « Pour l'histoire, je porte la responsabilité mo-



rale et politique de cette procédure. Pour l'histoire, il convient de rappeler que durant 7 ans la procédure avait été classée sans suite par deux fois pour inopportunité des poursuites puis pour absence d'infraction à la loi pénale. Estimant à l'époque que suite à une dénonciation du Vérificateur Général et au limogeage de 4 membres du gouvernement du fait du scandale sur injonction des institutions de Bretton Woods (selon la presse), le Procureur de la République en charge du Pôle économique et financier de Bamako, ne pouvait décider d'un classement sans suite. Puisque le ministère public peut revenir sur un classement sans suite soit parce qu'il y a des faits nouveaux ; soit parce qu'il a simplement changé d'avis tant que les faits en cause ne sont pas prescrits, j'ai donc instruit par écrit le Procureur général près la Cour d'Appel de Bamako d'ordonner au Procureur de la République en charge du pôle économique et financier la reprise de la procédure. L'explication demeure que le scandale présumé avait impacté le moral des troupes et des Maliens en général, corrodé le crédit de l'Etat et de la Justice et mis en mal l'honorabilité des personnes citées dans le dossier. Il y a donc grand intérêt à aller au bout ». Voilà ce que le ministre Malick a écrit. Visiblement on se rend compte qu'il s'agit d'aller jusqu'au bout de la vie de présumés innocents et en violation des lois.

Pour rétablir certains faits, aucun ministre n'a été limogé du fait de cette affaire encore moins du fait des injonctions des institutions de Breton Woods : Soumeylou a démissionné suite à l'affaire de Kidal ; Mme Bouaré a été remplacée à la suite d'un banal remaniement par Igor Diarra pour être envoyée à Ouagadougou comme Commissaire du Mali à l'UEMOA ; Mahamadou Camara a quitté le poste de Directeur de Cabinet du Président pour être nommé ministre chargé la communication ; Moustapha Ben Barka est resté à son poste de ministre délégué chargé des investissements avant d'être promu secrétaire général adjoint à la Présidence de la République. Donc l'argument du limogeage de 4 ministres ne tient pas la route. Le FMI avait mis la pression sur le gouvernement pour la relecture de certains textes qui encadrent les marchés publics et spécifiquement le caractère « Secret défense » pour les achats militaires. Plus que le moral des troupes ou des Maliens qui aurait été atteint ou le crédit de l'Etat, le ministre Malick a préféré céder sous la pression politique quand sa conscience lui commandait de montrer le chemin du droit.

Un dossier politisé à outrance

De son démarrage en 2014 à aujourd'hui, le dossier que d'aucuns auraient voulu sulfureux a connu de nombreux rebondissements, tous plus politiques que judiciaires; et généralement sur fond de violation de la loi. Quand le Vérificateur général s'était saisi de cette affaire, il n'avait ni qualité ni compétence au regard des textes de loi qui encadraient l'achat des équipements militaires dans le cadre de ce qui s'appelle le Secret Défense. Les montants en jeu à l'époque des faits ont engendré une telle passion que la raison a déserté des esprits et des comportements. Le rapport du Vérificateur général a été soumis à l'appréciation de la Cour suprême, étant entendu que pour les juges le contenu des rapports du Vérificateurs ne constitue pas une preuve. Le rapport de la Cour suprême est rendu public le 14 septembre 2014. Le rapport est plutôt sévère concernant les insuffisances dans les règles de gestion de la compatibilité publique, dans l'inobservance de certaines procédures, de l'absence de textes complémentaires au niveau de la réglementation. Mais le rapport conclut que « les opérations d'acquisition de l'aéronef, des équipements et du matériel militaires sont sous-tendues, sur le plan de la légalité par des textes en vigueur en République du Mali ». La Cour suprême déplore, sur le plan réglementaire, la violation de certains textes comme le paiement avec ou sans ordonnancement, l'emprunt et le visa du contrôle financier. La Cour suprême constate également que certains textes régissant les finances publiques souffrent de l'existence d'un vide juridique. Les recommandations de la Cour suprême ont poussé le gouvernement à revoir complètement l'architecture législative

et réglementaire qui encadre la « chose » militaire. Le Premier ministre Moussa Mara, sous la pression des partenaires techniques et financiers invités à s'intéresser à nos dépenses militaires, a entrepris de revoir de fond en comble les textes dont ceux qui autorisent le « secret défense ». Le 25 septembre 2014, le Vérificateur général introduit un acte de dénonciation auprès du procureur du Pôle économique. Après plusieurs mois d'enquêtes, le procureur avise le contentieux du gouvernement, le 18 avril 2017, que le dossier est classé sans suite. Mais l'affaire était loin d'être close. En effet, en décembre 2019, le ministre de la Justice instruit au parquet de réouvrir les « enquêtes dans l'affaire relative à l'acquisition d'un nouvel aéronef (avion présidentiel) et à la fourniture aux Forces Armées Maliennes d'un important lot de matériels d'Habillement, de Couchage, de Campement et d'Alimentation (HCCA), ainsi que des véhicules et pièces de rechange ; laquelle affaire avait préalablement fait l'objet d'un classement sans suite ». L'actuel ministre de la Justice, Mamoudou Kassogué, était le procureur du pôle économique. Le 27 Mars 2020, il publie un communiqué pour dire qu'en « raison des graves présomptions de faits de faux en écriture, usage de faux, atteinte aux biens publics, corruption et délit de favoritisme, qui ont pu être relevées à l'encontre des nommés Soumeylou Boubèye MAIGA, Mme BOUARE Fily SISSOKO et Moustapha BEN BARKA, qui étaient tous ministres au moment des faits, le Parquet a procédé à la transmission des éléments d'enquêtes au Procureur Général de la Cour Suprême pour saisine de l'Assemblée Nationale, conformément aux dispositions des articles 613 du code de procédure pénale et 15 de la Loi portant composition, organisation et fonctionnement de la Haute Cour de Justice. Le Procureur tient à rappeler que les personnes citées sont présumées innocentes à ce stade de la procédure et que des investigations objectives, transparentes et diligentes seront menées pour faire toute la lumière dans cette affaire ». On connaît la suite. Le procureur général n'a jamais saisi l'Assemblée nationale jusqu'à ce qu'il y a eu le coup d'état du 18 août 2020. En clair, Wafi Ougadèye qui était président de la Cour suprême (il est actuellement conseiller spécial à la Présidence après avoir vainement cherché une rallonge à la tête de la Cour suprême) et le procureur général Mamoudou Timbo ont laissé passer 4 mois et 22 jours sans saisir l'Assemblée nationale. Entre temps, le procureur Kassogué est devenu le ministre de la Justice Kassogué. Après avoir tenté « d'honorabiliser » les membres du CNT pour les doter de la qualité de députés afin qu'ils puissent juger les anciens ministres, ils se disent qu'après tout la Cour suprême peut se substituer à la Haute Cour de Justice. Au prix d'innombrables violations des lois et procédures, de reniements de leurs propres actes, les anciens ministres que Kassogué procureur estimaient justiciables devant la Haute Cour de Justice ont été remis à la Cour suprême sous le magistère du même Kassogué devenu ministre de la Justice. On connaît la suite. L'ancien ministre Soumeylou Boubèye Maiga est mort en détention sans avoir été jamais jugé. L'ancien ministre Mahamadou Camara a payé 500 millions en nature sous la forme de 10 titres fonciers pour recouvrer la liberté et ne pas perdre sa santé voire plus. Mme Bouaré Fily Sissoko a refusé de payer la caution de 500 millions parce qu'elle ne les a pas et surtout parce qu'elle réclame à cor et à cris le procès tant promis aux Maliens afin de montrer à la face du monde qu'elle est innocente et que le dossier se dégonflera comme ballon de baudruche.

Ce sont là les faits monsieur le ministre. Mme Bouaré Fily Sissoko a plus besoin de justice que de tempérance. Ça lui fait 3 ans, 9 mois et 10 jours qu'elle est emprisonnée dans des conditions qui ne sont pas dignes d'elle et sans qu'on ne puisse montrer ne serait-ce que le début d'une preuve des accusations qui sont portées contre elle. Mahamadou Camara a besoin de justice, pas de payer 500 millions pour une liberté. Moustapha Ben Barka a besoin de justice pas de se voir coller un mandat d'arrêt international. La justice a besoin d'être juste.

Tiégoum Boubèye MAIGA



Mali : La renaissance politique



Da première expérience démocratique remonte à la charte de kurukanfuga de 1236 et non à la déclaration universelle des droits de l'homme de 1946. Pourtant, peu d'hommes politiques se sont battus pour que la constitution de 1992 s'en inspire.

Ce qui est constant, c'est que le mode de gouvernance issue de cette Constitution tient plus de la 5ème République française que du vécu du peuple malien. En envoyant ses enfants à l'école occidentale, le Mali s'attendait-il à recevoir en retour des légions d'intellectuels déracinés et assimilés, vivant en Afrique dans la nostalgie de l'Europe ?

LA REVOLUTION GALVAUDEE DE 1991 A CREE L'ANARCHIE

D'Alpha Oumar Konaté à Ibrahim Boubacar Kéita en passant par Amadou Toumani Touré, en fait de démocratie, les Maliens n'ont vu que le revers de la médaille car les partis et dirigeants politiques se sont plutôt évertués à exercer des pressions pour obtenir une part du gâteau. Afin de sauver leur pouvoir, les Chefs d'Etat ont dû céder, confirmant que la démocratie n'est viable qu'avec des ressources humaines de qualité, des dirigeants ayant le sens de l'Etat, mais aussi une population laborieuse et bien éduquée. Il en résulte que l'action politique doit être guidée par la saine appréciation des réalités dans la recherche du bien commun. C'est au nom de ce réalisme qu'un pouvoir politique responsable s'appuie sur une bonne connaissance de l'histoire et de la culture. Depuis la chute du régime de Modibo Kéita, le Mali n'a pas connu une doctrine politique cohérente. Ainsi, le magister de Moussa Traoré a été un long dérapage plus ou moins contrôlé, d'abord sous l'emprise du Comité Militaire de Libération Nationale (1968-1978), ensuite avec la timide ouverture tentée par l'Union Démocratique du Peuple Malien (1979-1991). Arriva dans ces conditions la révolution de mars 1991 sur laquelle le peuple avait fondé un grand espoir. Hélas !

La déception est d'autant plus grande que les fruits ont trahi la promesse des fleurs de 1991 par la faute de politiciens roublards, adeptes de demi-vérités qui sont des mensonges malicieusement servis. En outre, aucune crise politique majeure n'a pu être résolue grâce à la Constitution de 1992, obligeant les présidents démocratiquement élus à recourir aux autorités religieuses et aux légitimités coutumières. La Constitution est la boussole intégrant les valeurs cardinales du peuple et non un produit de mode. A l'exception du coup d'état du 19 novembre 1968 qui était purement militaire, tous les autres putschs ont été perpétrés avec le soutien actif de partis et mouvements politiques. Aujourd'hui, leurs maîtres et gourous occidentaux ayant été éconduits sans ménagement, quelques apprentis sorciers sentant la fin proche, sont désemparés et au bord de la crise de nerf.

LE MALI TOUJOURS A LA POINTE DU COMBAT

Après Modibo Kéita, Moussa Traoré avait quelque peu réussi à maintenir l'élan souverainiste du pays mais leurs successeurs fini-

ront par livrer, souvent à leur corps défendant, le Mali à la France et aux institutions de Breton Wood. Le multipartisme intégral n'a été qu'un leurre qui n'a pas servi la démocratie. Il a plutôt permis à la France de mieux tenir les dirigeants, suite à la suppression des partis uniques. En effet, la création de nombreux « partis-boutiques » avait affaibli les présidents élus qui ne pouvaient s'appuyer sur aucune force politique stable. Des incompétents ont ainsi été propulsés à des postes de responsabilité, à tous les niveaux de l'échelle sociale, favorisant la grande corruption et l'anéantissement de l'autorité de l'Etat. Suite à la déstabilisation de la Libye et l'assassinat de Kadhafi, le Mali d'ATT s'est retrouvé dans le viseur puisque Kidal avait été promise par Nicolas Sarkozy à certains groupes rebelles comme butin de guerre. De nombreuses tribulations ultérieures conduiront à la signature de l'Accord d'Alger en 2015, un texte imposé au Mali en violation de sa Constitution, dans le silence des partis politiques. Le régime d'IBK n'y survivra pas.

Toute démocratie forte s'appuie sur une armée capable de défendre l'intégrité du territoire et l'économie nationale. En cela, l'arrivée d'Assimi Goïta au pouvoir constitue indéniablement le point de rupture avec le mouvement dit démocratique sous lequel l'autostop politique avait pris le dessus sur la saine gestion de l'Etat. Son principal mérite est d'avoir tiré les leçons des errements du passé et pris les décisions salutaires pour le renouveau du pays. Mêlant audace et dextérité, il a opéré une remise à plat avec la communauté internationale et évité toute relation incestueuse avec les politiciens opportunistes. Comment ne pas saluer le soutien des blogueurs patriotes sur les réseaux sociaux, qui ont fait le contre- poids nécessaire aux media occidentaux et à leurs relais locaux, dans leur funeste entreprise de désinformation et de déstabilisation ! Grâce à eux, de plus en plus de maliens sont informés et se sentent concernés par la gestion des affaires publiques. On peut donc dire que l'arbre planté par Modibo Kéita n'est pas mort. Il a certes produit de nombreuses branches et feuilles mortes, balayées de façon cyclique, mais le tronc a résisté, porté par des racines solides. Assimi Goïta est en train de poursuivre son œuvre, comme Ibrahim Traoré est en train de bonifier celle de Thomas Sankara au Burkina Faso. Les deux pays ont été rejoints par le Niger et ils ont créé à trois l'Alliance des Etats du Sahel (AES) qui sonne le déclin des pratiques néocoloniales, pendant que sa naissance est saluée par tous les grands pays émergents du monde. Le grand Mali, celui qui joue dans la cour des grands, est de retour.

Le nanisme politique a fait beaucoup de mal au Mali. Le véritable défi qui est lancé à la « génération Assimi » est de s'affranchir du carcan néocolonial, pourque la pratique de la démocratie se constate d'abord au sein des partis politiques eux-mêmes. L'abrogation de la loi portant Charte des partis politiques sans remettre en cause le multipartisme garanti par la Constitution, a ouvert la voie à la dissolution très attendue des partis et associations à caractère politique. La bipolarisation constatée actuellement entre les adeptes de la refondation et ceux qui défendent l'ordre ancien, pourrait servir de base à la constitution de deux grands groupes politiques rivaux. Place désormais au renouveau au sein de l'AES.

Mahamadou Camara
Email : mahacam55mc@gmail.com
SOURCE : INFO MATIN



Réforme en profondeur de la Direction générale des Collectivités territoriales : Réforme de la DGCT pour renforcer la gouvernance locale au Mali



Sous la présidence du Général d'Armée Assimi Goïta, Président de la Transition et Chef de l'État, le Conseil des Ministres s'est réuni ce mercredi 28 mai 2025 au Palais présidentiel de Koulouba. L'objectif principal de cette réunion était la refonte de l'administration décentralisée à travers des projets de texte relatifs à la Direction générale des Collectivités territoriales (DGCT).

La réforme des Collectivités territoriales, inscrite dans la dynamique de refondation de l'État malien, a été fortement soutenue par les autorités de la Transition. Cette réforme vise à adapter les institutions aux nouvelles réalités du pays et à renforcer la gouvernance locale, considérée comme un pilier essentiel d'un développement harmonieux, participatif et durable.

Créée par la Loi n°2011-053 du 28 juillet 2011, la DGCT joue un rôle crucial dans la mise en œuvre de la politique nationale de décentralisation en accompagnant les collectivités territoriales dans leur orientation stratégique, leur supervision administrative et la coordination des acteurs institutionnels locaux.

Cependant, face à l'évolution du contexte



socio-politique et aux nouvelles exigences de gouvernance, il est devenu impératif de revoir en profondeur la structure, les missions et les modalités de fonctionnement de la DGCT. Ainsi, le Conseil des Ministres a adopté plusieurs projets de texte visant à moderniser et à renforcer cette direction clé.

Les nouveaux textes adoptés par le Conseil des Ministres révisent les missions de la DGCT pour les adapter aux textes récents encadrant la décentralisation et aux orientations actualisées du Gouvernement. Ces missions incluent notamment la formulation et le suivi de la stratégie nationale de décentralisation, le renforcement des capacités des collectivités territoriales, l'amélioration du contrôle administratif et de la supervision technique, ainsi que l'appui à la planification et à la mise en œuvre des politiques de développement local.

En outre, ces textes déterminent une nouvelle structure organisationnelle plus efficace pour assurer l'efficacité de l'action publique locale. Ils prévoient également un effectif de personnel adapté aux besoins réels et aux ambitions de performance de la DGCT pour les cinq prochaines années.

Cette réforme de la DGCT marque une étape importante dans le processus de décentralisation au Mali, visant à renforcer la gouvernance locale et à permettre aux collectivités territoriales d'exercer pleinement leurs compétences pour un développement durable et inclusif sur l'ensemble du territoire national. La réforme de la Direction générale des Collectivités territoriales (DGCT) au Mali vise à renforcer la maîtrise d'ouvrage locale et à consolider le rôle des Collectivités territoriales dans le développement du pays. Depuis plus d'une décennie, ces collectivités ont été essentielles dans la mise en œuvre de projets de développement dans des secteurs clés tels que l'éducation, la santé, les infrastructures et les services sociaux de base.

Grâce à une Direction Générale de la Coopération Territoriale (DGCT) réorganisée et revitalisée, les Collectivités territoriales pourront bénéficier d'un accompagnement plus structuré et stratégique. Cela leur permettra d'exercer pleinement leurs prérogatives et de renforcer leur autonomie financière et administrative. Cette réforme s'inscrit dans une série de mesures visant à refonder l'État malien sur des bases solides, inclusives et modernes, avec un accent particulier sur la décentralisation et la gouvernance locale.

La présence conjointe du Président de la Transition et de son Premier ministre lors du Conseil des Ministres souligne l'importance accordée à cette réforme. Elle intervient à un moment crucial où le Mali cherche à mettre en place une nouvelle gouvernance territoriale axée sur la proximité, la responsabilité et la participation citoyenne.

Pour que la décentralisation soit un succès, il est essentiel d'avoir une administration locale compétente, bien structurée et disposant des moyens nécessaires pour agir efficacement. L'acte de réforme de la DGCT du 28 mai 2025 marque une avancée décisive vers une gouvernance locale rénovée et efficiente, en ligne avec la vision de refondation du Président Assimi Goïta.

Karamoko B Keita

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Musique : Salif Keita rafle un Disque d'Or et un Double Disque de Diamant pour "Yamoré"



Salif Keita, le célèbre chanteur africain surnommé le "Rossignol", a été honoré lors d'une cérémonie exceptionnelle à Paris le 26 mai 2025. L'événement, organisé par Universal Jazz France, a vu Salif Keita recevoir un Disque d'Or et un Double Disque de Diamant pour son morceau emblématique "Yamoré".

Ces distinctions prestigieuses mettent en lumière le succès mondial de cette chanson, reflété par des ventes atteignant plusieurs centaines de milliers pour le Disque d'Or et un niveau de ventes "vertigineux" pour le Double Disque de Diamant, une rareté dans l'industrie musicale.

Cette reconnaissance exceptionnelle souligne l'impact international de Salif Keita, saluant sa voix unique et son style musical inimitable, ainsi que son engagement historique en faveur de la culture malienne et africaine. En présence de sa fille, Salif Keita a été acclamé pour son talent et sa contribution à la musique africaine, devenant une figure emblématique célébrée au-delà des frontières.

Au-delà de l'honneur personnel pour Salif Keita, ces récompenses sont perçues comme une source de fierté pour l'ensemble du continent africain, mettant en lumière l'influence croissante de la musique africaine à l'échelle mondiale. "Yamoré" est salué comme un "hymne à la beauté et la résilience", un "classique intemporel" qui transcende les frontières culturelles et touche les cœurs à travers le monde.

Cette consécration de Salif Keita marque un moment historique pour la musique africaine et souligne l'importance de la diversité culturelle et de la créativité artistique sur la scène internationale. Salif Keita demeure une icône incontestée de la musique africaine, portant haut les couleurs et les valeurs de tout un continent à travers son art exceptionnel.

Fatou Sissoko

Le Dialogue National au Sénégal : Un Enjeu Crucial pour l'Avenir Politique



Le dialogue national initié par le président sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, le 28 mai 2025 à Diamniadio, revêt une importance capitale pour l'avenir politique du Sénégal. Dans un discours empreint de solennité, le président Faye a souligné l'importance de cette concertation en tant qu'opportunité de réécrire ensemble les pages de l'histoire politique sénégalaise de manière plus belle et inclusive.

L'engagement du président Faye en faveur du respect des droits politiques de l'opposition, ainsi que sa volonté de garantir un exercice libre de ces droits dans le cadre de la loi, témoigne d'une démarche démocratique et ouverte au dialogue. Malgré l'absence notable de l'ancien président Macky Sall et de son parti, l'APR, la présence des principales figures de l'opposition souligne l'importance de cette concertation nationale.

Le président Faye a rappelé l'importance de cette initiative en tant que démarche de rassemblement et de réconciliation, insistant sur son rôle de garant de l'unité nationale. Les chantiers majeurs à venir, tels que les réformes de l'appareil électoral et institutionnel, la création d'une commission électorale nationale indépendante et la dématérialisation du processus électoral, illustrent la volonté du président Faye de renforcer la démocratie sénégalaise.

Le dialogue national, qui a déjà recueilli plus de 13 000 propositions via la plateforme participative Jubbanti, offre une opportunité unique de réfléchir sereinement sur l'avenir du système politique sénégalais. Le rôle du docteur Cheikh Gueye en tant que Facilitateur général du Dialogue national, ainsi que l'implication des forces politiques et sociales, sont des éléments clés pour assurer le succès de cette démarche.

Dans un contexte post-électoral marqué par des aspirations de rupture et d'apaisement, ce dialogue national s'inscrit dans une volonté de réforme institutionnelle pour renforcer la stabilité et l'avenir démocratique du Sénégal. L'engagement de toutes les parties prenantes à œuvrer pour la grandeur de la démocratie sénégalaise témoigne de leur attachement à la République et à la paix civile.

Arouna Sidibé

USA : Elon Musk critique le projet de loi de dépenses massives de Trump

Le célèbre entrepreneur Elon Musk, à la tête des entreprises Tesla et SpaceX, a récemment exprimé son mécontentement à l'égard du projet de loi de dépenses massives proposé par le président Donald Trump. Alors que sa mission gouvernementale touche à sa fin, Elon Musk a tenu à remercier le président pour lui avoir offert l'opportunité de réduire les dépenses inutiles, tout en soulignant son engagement envers l'efficacité gouvernementale à travers sa commission nommée "Doge".

Dans une interview accordée à la chaîne CBS, Elon Musk a vivement critiqué le projet de loi de dépenses massives, déclarant qu'il était déçu de voir une telle augmentation du déficit budgétaire. Il a également exprimé ses inquiétudes quant au fait que sa commission, Doge, soit devenue le bouc émissaire de la situation actuelle.

Alors que le président Trump qualifie le projet de loi de "grande et belle", Elon Musk souligne qu'une loi peut être grande ou belle, mais difficilement les deux à la fois. Cette prise de position publique marque une rupture dans l'alliance politique entre les deux hommes, qui s'était renforcée pendant les débuts du second mandat de Trump.

La relation entre Elon Musk et Donald Trump avait été très médiatisée, avec le soutien financier de Musk à la campagne du président et leur proximité affichée lors des premiers mois du mandat. Cependant, les récentes déclarations de Musk soulignent un désaccord majeur sur la question des dépenses publiques et du déficit budgétaire.

Le projet de loi de dépenses massives est actuellement en cours d'examen au Congrès et suscite des débats houleux, notamment en raison de son impact prévu sur le déficit fédéral. Les positions divergentes entre Elon Musk et Donald Trump mettent en lumière les tensions croissantes au sein du gouvernement et soulèvent des questions sur l'avenir de la politique économique du pays.

Les articles de presse mentionnent des frictions entre le protégé de Donald Trump et des ministres, qui seraient exaspérés par ses méthodes brutales ou son attitude perçue comme cassante. Sa mission était initialement conçue comme temporaire, avec un statut d'« employé spécial du gouvernement » limité à 130 jours.

Elon Musk a annoncé fin avril qu'il se retirait pour se consacrer davantage à ses entreprises, en particulier Tesla, dont les ventes ont baissé à mesure que sa personnalité devenait de plus en plus controversée à l'échelle mondiale. Après une brève panne du réseau X, dont il est également propriétaire, il a indiqué qu'il travaillait 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et dormait dans des salles de conférence/ serveur/ usine.

Son implication dans les affaires de l'État fédéral a suscité de nombreuses interrogations quant à d'éventuels conflits d'intérêts, en raison des importants contrats conclus entre l'administration et ses entreprises, ainsi que des réglementations potentielles qui pourraient impacter ses secteurs d'activité.

Arouna Sidibé



Coupe CORPO 2025 : Victoire éclatante de l'INPS face à PEM DODO MALI



Ce mercredi 28 mai 2025, l'équipe de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) a affronté celle de la société PEM Dodo Mali dans le cadre des 1/16 de finale de la Coupe CORPO 2025, au stade Mamadou Konaté.

La première mi-temps fut très équilibrée, avec une forte opposition des deux côtés, et s'est terminée sur un score nul.

Mais c'est pendant la pause que l'INPS a trouvé un nouvel élan qui a changé le cours du match avec les encouragements et les conseils stratégiques du Directeur Général Adjoint de l'Institut, Monsieur Mamadou Bakary DIAKITÉ. Sa présence et son discours motivant ont renforcé la détermination de l'équipe.

Dès la reprise, cette énergie nouvelle s'est rapidement traduite sur le terrain.

À la 12 minute de la seconde mi-temps, l'INPS a ouvert le score avant d'enchaîner trois minutes plus tard avec un second but, puis un troisième à la 28 minute. Une performance remarquable qui a permis à l'INPS de s'imposer avec brio sur le score de 3 à 0.

Cette victoire sans appel permet à l'INPS de se qualifier pour les 1/8 de finale de la compétition, avec une équipe en pleine confiance et soutenue par une direction impliquée.

Fatoumata SOW, Service des Relations Publiques, INPS

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Si vous arrivez à maintenir votre impétuosité et à contrôler votre action, tout se passera bien. Vous êtes doté d'une force plus grande que vous ne le pensez. Vos doutes vous en privent et ne sont pas fondés.
Vous avez mille projets en tête et l'impression de manquer de temps pour les réaliser ? Ne craignez rien et avancez pas à pas : aucune planète ne semble vouloir durablement perturber vos plans ou vos envies, gardez confiance.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Un besoin de renouvellement se fait sentir, la bonne inspiration se trouve dans votre cœur, laissez-le s'exprimer au-delà de vos limites habituelles. Les rencontres amicales positives sont favorisées.
Aujourd'hui, vous n'allez pas hésiter à faire place nette et à jeter aux oubliettes tout ce qui n'est pas utile. Les soucis sont derrière vous, vous retrouvez joie et bonne humeur et vous êtes pleinement disponible pour vos proches.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Votre franchise vous soulagera, c'est le moment de corriger des malentendus pour assainir la situation. Vos besoins de profiter de la vie seront votre meilleure source d'énergie morale. Attention aux excès !
Vous faites des heureux ! Vos relations familiales sont à l'ordre du jour, peaufinez-les pour faire évoluer vos projets communs dans le bon sens même si votre clan vous apparaît plus fantasque que d'habitude.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Cette journée s'annonce tranquille... C'est le moment de penser davantage à vous et à vos proches ! N'oubliez pas de vous échauffer progressivement avant de faire de l'exercice, attention aussi aux mouvements brusques, tempérez-vous.
L'optimisme revient, gagne en force et vous met le cœur en fête. C'est le moment idéal pour sortir de votre cocon, prévoir une sortie ou un dîner avec vos proches et partager votre bonne humeur.

Lion (22 juillet - 23 août)

Vous mettez gaiement le feu aux poudres, un intense besoin de vie vous anime, c'est le moment de sortir résolument de votre réserve, d'oser déclarer vos intentions à certaines personnes autour de vous.
Bonne nouvelle, c'est avec plus de facilité et de bonne humeur que vous allez exprimer vos sentiments et vos envies. Vous allez également mettre les bouchées doubles pour entretenir des rapports harmonieux avec vos amis, votre famille et votre partenaire.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Votre forme morale s'annonce excellente, profitez-en pour demander ce que l'on vous doit, faire valoir vos talents. Il faut bouger et tout rentrera dans l'ordre, l'impression de lourdeur que vous éprouvez vient d'un manque de mouvement.
Rien ne vous arrête, aujourd'hui pour ce qui est de semer du courage et de la joie de vivre à vos proches. Vous trouvez les bons mots pour faire rire, conseiller et remonter le moral de ceux qui vous entourent. Vous êtes un véritable remède anti-blues !

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Votre vision des choses perd en clarté car vous avez du mal à contrôler votre émotivité. Il vous faut mieux relativiser les contrariétés pour pouvoir les dépasser. Vous y gagnerez en énergie et en efficacité. Prenez vos dispositions pour rectifier le tir ! Les vibrations actuelles vont bousculer de manière positive votre sphère relationnelle. C'est avec enthousiasme, force et conviction que vous allez défendre vos idées. Votre surprenante bonne humeur va également vous permettre d'améliorer vos relations avec votre entourage.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les échanges et les voyages sont particulièrement favorisés. Écouter et être écouté est essentiel en ce moment : essayez d'exprimer ce que vous ressentez, pensez et restez attentif à la multitude d'informations qui circulent et qui pourraient vous servir.
Vous serez plus réceptif aux autres aujourd'hui et vous n'aurez certainement pas le sentiment d'être mis de côté. Le moment est venu d'enterrer définitivement la hache de guerre et de cultiver la zen attitude.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous ne manquez pas d'optimisme et de dynamisme, c'est le moment de foncer résolument vers vos objectifs ! Votre volonté vous permet de relever tous les défis et de marquer les esprits. Poursuivez sur votre lancée !
Votre façon d'être vous rend plus sélectif, vous verrez plus nettement les défauts de certaines de vos habitudes. Votre réalisme rend votre jugement crédible et rassurant et vous permet de poser vos jalons sans craindre de vous tromper.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vos doutes s'éclairent et cela vous met du baume au cœur, on vous encouragera. Vous serez envié pour votre dynamisme aujourd'hui. Bien mieux dans votre peau, vous le devez à vous seul et aux efforts que vous avez effectué.
Ne montez pas sur de grands chevaux... Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous recherchez la sécurité avant tout. Votre attitude instinctive vous permet d'amener votre entourage à se positionner plus fermement, relativisez vos inquiétudes, elles ne sont pas fondées, ne vous posez pas tant de questions.
C'est avec détermination et bonne humeur que vous faites des efforts en matière de communication. C'est l'occasion d'écouter plus attentivement ce que l'on vous dit et de vous expliquer clairement sur vos sentiments ou vos aspirations. Apprenez à mettre des mots sur vos ressentis.

Poisson (19 février - 21 mars)

De nouvelles solutions émergent en vous, entre le blanc et le noir vous trouverez de nouvelles voies. Vous devez ménager du temps pour vous seul pour récupérer le sommeil en retard. Mettez les aspects domestiques de côté.
Aujourd'hui, vous êtes animé par une belle confiance en vous qui vous permet d'aller de l'avant et de croire en vos ambitions. Vous n'avez aucun mal à ressentir de la joie et de l'entrain dans tout ce que vous entreprenez.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com